

**Samedi 3 avril 2021**

9H00 Porte de Paris  
Jardin des Plantes  
Place de l'hôtel de ville  
11H00 devant la préfecture

Rassemblement déclaré en préfecture.



Association Min'de Rien  
Soutien aux jeunes étrangers isolés  
22 rue du pigeon blanc  
86000 Poitiers  
Siren 823952940  
Signez les pétitions :  
<https://urlz.fr/fg7t>

## **Marche solidaire pour Ousmane, Cheik, Soriba, Mamadi et tous les autres...**

**Actuellement dans la Vienne une vingtaine de jeunes étrangers, arrivés mineurs isolés il y a 5 ans, affrontent un refus de séjour, alors qu'ils sont bien intégrés.**

Quelques exemples :

- ◆ Ousmane Coumbasa, venu de Guinée à l'âge de **15 ans**, victime d'un escroc, a réussi malgré les tracasseries administratives à obtenir 2 CAP dans le bâtiment, secteur qui peine à trouver de la main d'œuvre. Il est connu et apprécié dans deux entreprises souhaitant l'embaucher.
- ◆ Soriba Soumah, venu de Guinée où il était maltraité, a été soutenu par différentes familles et préparait depuis 3 ans un bac professionnel en alternance dans la maintenance industrielle, secteur en tension et peu attractif pour les jeunes français.
- ◆ Cheick Ousmane Diarassouba, parti de Côte d'Ivoire pour échapper à la **pauvreté** et à la **violence**, est devenu ici bon élève de lycée grâce au centre socio culturel des Trois Quartiers. Il s'est formé à la pose de fibre optique et serait déjà salarié s'il avait obtenu l'autorisation de travailler. Le doute émis sur la validité de ses papiers le bloque systématiquement dans ses projets.
- ◆ Mamadi Diawara, venu de Guinée où il ne pouvait pas aller à l'école, a été soutenu et éduqué par la société de Saint Vincent de Paul. Aujourd'hui lycéen, il est attendu par un artisan couvreur qui apprécie ses qualités et voudrait l'embaucher.

Ils ont noué des relations **amicales** et quasi **familiales** en France, et ne peuvent pas envisager un retour vers la situation douloureuse qu'ils ont quitté à l'adolescence.

Ils ne représentent pas un danger pour notre pays : des associations et des citoyens se sont occupés de leur **éducation**, alors même que l'Etat les laissait à la rue.

Ils peuvent subvenir à leurs besoins et ne constituent pas une menace pour l'emploi car ils occupent souvent des places laissées vacantes par les français.

Nous sommes affligés de voir des jeunes que nous avons **accompagnés** être menacés d'expulsion, réduits à vivre dans la peur, l'errance et la clandestinité, alors que la France est devenue leur pays, celui de leurs liens, de leurs amitiés, de leurs amours, et qu'ils sont prêts à rendre à la société ce qu'elle a investi dans leur **formation**.

Nous demandons que cesse la suspicion sur l'état-civil, quand l'identité d'une personne a été confirmée par un juge ou par les services consulaires de son pays.

Nous demandons que la préfecture leur accorde un titre de séjour **protecteur** et stable, qui leur permette de devenir les bons **citoyens** et contribuables qu'ils voudraient être.